

Revue de presse du 13 mars 2026

Visite officielle – EPR2 Penly

Accédez directement à l'article souhaité depuis cette page sommaire en cliquant

l'icône  située en haut à gauche de cette page Résana.

- Emmanuel Macron vante l'atome en visitant le chantier de la future centrale de Penly (AFP)
- Penly : le président de la République visite le chantier de l'EPR et y préside le Conseil de politique nucléaire ! (Normandinamik)
- « Le chantier du siècle » : à Penly, la déclaration d'amour d'Emmanuel Macron au nucléaire (Paris Normandie)
- Emmanuel Macron, le président de la République, est arrivé sur le site de la centrale nucléaire de Penly (76actu)
- « Vous participez au chantier du siècle » : Emmanuel Macron fait l'éloge des salariés de l'EPR de Penly (76actu)
- Près de Dieppe. " Le chantier du siècle " : en déplacement à Penly, Emmanuel Macron réaffirme le besoin de souveraineté énergétique (Tendance Ouest)
- Penly. "La France croit dans le nucléaire, elle fait plus qu'y croire, elle pratique" (Courrier Cauchois)
- "Le chantier du siècle" : Emmanuel Macron visite le site où seront implantés les deux nouveaux réacteurs EPR2 à Penly (France Bleu)
- "On a besoin de place" : retour sur la visite d'Emmanuel Macron à la centrale nucléaire de Penly (France Bleu)
- "Le chantier du siècle" : ce qu'il faut retenir de la visite d'Emmanuel Macron à la centrale nucléaire de Penly (France 3)
- Emmanuel Macron à la centrale de Penly pour faire un point d'étape sur la relance du nucléaire français (ladepeche.fr)
- lepoint.fr-Objectif 2100 à Penly Emmanuel Macron met en scène la relance du nucléaire (Le Point)
- « Le chantier du siècle » _ le Livret A financera en partie le programme nucléaire EPR 2 (Le Parisien)
- Emmanuel Macron vante le nucléaire en visitant le chantier de la future centrale de Penly (Le Monde)
- Nucléaire Macron annonce que le Livret A cofinancera le chantier du siècle des EPR2 (Le Echo)
- EPR2 : le Livret A va financer en partie le nouveau nucléaire (Gazette de France)

- Visite d'Emmanuel Macron à Penly : les agriculteurs dénoncent les indemnisations liées au chantier de l'EPR 2 (France 3)
- À Dieppe, les agriculteurs ne veulent plus être traités comme « des moins que rien » (Paris Normandie)
- Pourquoi des tracteurs étaient devant la sous-préfecture de Dieppe ? (76a actu)
- Visite d'Emmanuel Macron à la centrale nucléaire de Penly _ enjeux et perspectives (Actu Drancy)
- Le Livret A financera en partie le programme nucléaire EPR 2, annonce l'Elysée (France Bleu)

Sujet : [INTERNET] Emmanuel Macron vante l'atome en visitant le chantier de la future centrale ... [AFP, 3 derniers jours]

De : AFPForum-Alerts@afp.com

Date : 12/03/2026 17:00

Pour : guillaume.viron@seine-maritime.gouv.fr

Emmanuel Macron vante l'atome en visitant le chantier de la future centrale de Penly

[énergie](#) | [nucléaire](#) | [politique](#)

Petit-Caux, France | AFP | 12/03/2026 16:59 UTC+1

L'atome est indispensable à la compétitivité et la souveraineté de la France, a réaffirmé jeudi Emmanuel Macron lors d'une visite du chantier des deux futurs réacteurs prévus sur le site de la centrale de Penly (Seine-Maritime) où il préside le cinquième Conseil de politique nucléaire (CPN).

"On n'arrivera pas à gagner la bataille du climat, de la compétitivité et de la souveraineté sans le nucléaire", a déclaré le président de la République en célébrant le "chantier du siècle" de la relance du nucléaire en France, alors que les travaux préparatoires battent leur plein à Penly.

Deux jours après avoir présidé le deuxième sommet nucléaire près de Paris, il s'est félicité d'un regain d'intérêt en Europe alors que l'atome avait connu un coup d'arrêt après l'accident de la centrale japonaise en 2011.

"En Europe, il y a encore deux ou trois ans, on nous disait le nucléaire, attention, c'est pas bon", a-t-il déclaré. "On a bâti un consensus et l'Europe suit et y croit".

Emmanuel Macron doit à l'occasion son déplacement à Penly présider le cinquième Conseil de politique nucléaire (CPN) depuis 2022, qui décide d'orientations sur le programme de relance du nucléaire civil en France. Ce dernier comprend notamment la construction d'au moins 6 nouveaux réacteurs, conformément à la nouvelle feuille de route énergétique de la France.

"On va prendre aujourd'hui des décisions importantes qui nous permettront de consolider des décisions finales d'ici la fin de l'année", a-t-il déclaré alors que l'électricien public EDF doit prendre d'ici fin 2026 sa décision d'investir pour six nouveaux réacteurs, étape clé qui lancera officiellement le chantier.

"Avec ce chantier du siècle, on va faire pour nos enfants ce que nos parents ont fait pour nous" dans les années 70-80, a conclu Emmanuel Macron en citant notamment les petits réacteurs modulaires SMR, qui font partie du programme de nouveau nucléaire en France.

d1m-fff/nal/ved/swi

Identifiant : <http://doc.afp.com/A2ZH8G3>

[Modifier, suspendre ou supprimer vos alertes mail](#)
[Accéder au document d'origine de cette alerte mail sur AFP Forum](#)

Copyright © Agence France-Presse. Tous droits réservés. Les documents mentionnés sont la propriété de l'AFP et/ou de ses partenaires. AFP et le logo AFP sont des marques déposées de l'Agence France-Presse.

Penly : le président de la République visite le chantier de l'EPR et y préside le Conseil de politique nucléaire ! - Normandinamik

Jacques-Olivier Gasly

~3 minutes

Le président de la République était en Normandie jeudi 12 mars. Le chef de l'État s'est en effet rendu sur le chantier des nouveaux réacteurs actuellement en construction sur le site de la centrale nucléaire de Penly. À l'issue de cette visite, il a également présidé le cinquième Conseil de politique nucléaire (CPN) tenu depuis 2022.

La visite est symbolique. En se rendant sur le site de Penly où se déroulent actuellement les opérations de chantier du futur EPR, le chef de l'État est en quelque sorte venu se pencher sur le berceau de la relance du nucléaire en France.

« Depuis 2017, le Président de la République a développé une stratégie énergétique qui repose sur trois piliers complémentaires : la relance de la production nucléaire, l'accélération du déploiement des énergies renouvelables et le renforcement de l'efficacité énergétique », rappelle ainsi l'Élysée. Et c'est ensuite à l'occasion du discours de Belfort, en 2022, qu'Emmanuel Macron avait officialisé le lancement du programme EPR2 en France, dont Penly sera la première réalisation et dont l'objectif réside dans la structuration d'une filière industrielle du nucléaire autour des grands acteurs nationaux.

Lors de ce déplacement en Normandie, le président de la République s'est adressé au personnel du site en rappelant tout l'intérêt du nucléaire (70 % de l'électricité produite en France provient du nucléaire), qui constitue « une force inestimable à l'heure de la réindustrialisation ». « C'est à la fois l'énergie la plus décarbonée, la plus pilotable et la plus compétitive d'Europe », a insisté le Président.

« Ce déplacement illustre le rôle stratégique du site de la centrale nucléaire de Penly. Déjà doté de deux réacteurs en exploitation, ce

site fait partie des trois implantations retenues — avec Gravelines et le Bugey — pour accueillir une nouvelle paire de réacteurs du programme EPR2, qui constitue le cœur de la relance du nouveau nucléaire en France », souligne l'Élysée.

Le président de la République a ensuite réalisé un point d'étape sur les trois premières paires de réacteurs EPR2 ; l'avancement des projets d'usines de retraitement portés par Orano à La Hague ; les travaux liés à la stratégie de fermeture du cycle du combustible ; et l'état d'avancement des projets de petits réacteurs modulaires (SMR).

« Le chantier du siècle » : à Penly, la déclaration d'amour d'Emmanuel Macron au nucléaire

Anthony QUINDROIT

6-7 minutes

Le président de la République Emmanuel Macron était à la centrale de Penly, à Petit-Caux, jeudi 12 mars 2026, pour évoquer l'avenir du nucléaire en France. Et réaffirmer sa foi en cette énergie qu'il estime indispensable pour l'avenir du pays.



Publié: 12 Mars 2026 à 18h16 Temps de lecture: 2 min

Tenue orange et casque de protection sur la tête, Emmanuel Macron débarque presque à l'heure annoncée devant des salariés d'EDF et d'Eiffage réunis sur le chantier [de l'EPR 2](#) – réacteur pressurisé européen, en français – à Penly pour une véritable déclaration d'amour au nucléaire.

En fond, la centrale de Petit-Caux, en service depuis 1990. Plus proche, le chantier monumental des futurs EPR dont la mise en service est espérée pour 2028. En attendant, ce sont plus de mille ouvriers qui ont attaqué la falaise et récupéré 3 millions de m³ de pierre, et gagné vingt hectares sur la mer. La première phase du chantier a démarré à l'été 2024. « *Et au plus fort des travaux, vous serez 10000 à travailler ici. Vous êtes en train de travailler sur le chantier du siècle !* », vante le président de la République, à quelques minutes du cinquième Conseil de politique nucléaire, le premier délocalisé exceptionnellement en Seine-Maritime.

« Nous avons réparé la filière »

Et le chef de l'État de réaffirmer pleinement [le choix du nucléaire](#) pour la France. « *Je n'oublie pas où nous étions il y a quinze ans. Au lendemain de Fukushima. Tout le monde disait "C'est fini pour le nucléaire". C'était une période terrible pour le nucléaire français.*

On amorçait la sortie. Et collectivement sur les dix dernières années, nous avons changé cela. Nous avons réparé la filière. On a augmenté la sûreté, investi, réacquis les compétences, on a su aller au bout de Flamanville... Et regardez où nous en sommes aujourd'hui, continue Emmanuel Macron. On a surproduit l'année dernière, on a exporté 90 térawattheures ! Et 70 % de notre électricité est produite avec le nucléaire. »

Alors que des voix s'élèvent face à cette apologie du nucléaire, le président n'en démord pas : *« C'est l'énergie la plus décarbonée, pilotable et compétitive d'Europe »*, répète-t-il à plusieurs reprises. La panacée ? Il tempère modérément : *« Ne soyons pas doctrinaires. Le tout nucléaire, non. Le tout renouvelable, non. La stratégie énergétique s'appuie sur trois piliers : économiser, donc travailler sur l'efficacité énergétique, le nucléaire à consolider et le renouvelable pour faire le complément. C'est la stratégie établie à Belfort en 2022 »*, redit Emmanuel Macron.

L'EPR2 de Penly doit entrer en service, pour la première phase, à l'horizon 2038. D'une puissance d'environ 1 670 MW électriques chacun, les deux futurs réacteurs doivent, selon des responsables, produire l'équivalent de *« la consommation électrique de la région Normandie »* pendant soixante ans.

Deux autres paires doivent suivre, à Gravelines et Bugey. Et quatre autres paires sont à l'étude. Pour le président Macron, il y va de la compétitivité du pays et de sa souveraineté énergétique : *« On n'arrivera pas à gagner la bataille du climat, de la compétitivité et de la souveraineté sans le nucléaire. »*

Aucune déclaration n'a été faite à l'issue du conseil de politique nucléaire. Avant cette visite sur le site des EPR, le conseiller territoire du président de la République s'est entretenu avec les élus dieppois, Sébastien Jumel, le président de l'agglomération, et Nicolas Langlois, le maire de Dieppe. Ils ont évoqué les problématiques autour du logement, de la santé et de la sécurité. Un prochain rendez-vous a été pris avec le préfet, après les municipales. *« Nous avons le sentiment d'avoir été entendus »*, souligne Sébastien Jumel.

Lire aussi



Emmanuel Macron, le président de la République, est arrivé sur le site de la centrale nucléaire de Penly

4-5 minutes

Jeudi 12 mars 2026, le président de la République, Emmanuel Macron, est arrivé sur le site de la centrale nucléaire de Penly un peu avant 15 h.

Sur le même thème

[Centrale nucléaire de Penly](#)

[Emmanuel Macron](#)

[EPR](#)



Le président de la République française, Emmanuel Macron, est arrivé sur le site nucléaire de Penly vers 15 h, jeudi 12 mars 2026..

©Les informations Dieppoises

Par [Augustin Bouquet des Chaux](#) Publié le 9 mars 2026 à 19h58 ;
mis à jour le 12 mars 2026 à 15h23

[Mise à jour le 12 mars à 15 h 15]. *Le président de la République française, Emmanuel Macron, est arrivé sur le site nucléaire de Penly près de Dieppe (Seine-Maritime), un peu avant 15 h.*

Il a visité le chantier en cours de l'EPR 2, avant de saluer les salariés et de prendre la parole au cours d'une allocution. Il présidera ensuite le conseil de politique nucléaire exceptionnellement délocalisé sur le site de Penly.

Le Premier ministre, Sébastien Lecornu, est également sur place.

Jeudi 12 mars 2026, la région dieppoise sera en ébullition.

Emmanuel Macron, le **président de la République**, vient visiter le chantier de l'**EPR 2** de la [centrale nucléaire de Penly](#) près de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#).

Le président de la République avait annoncé en février 2022 un programme de construction de **six nouveaux réacteurs nucléaires** et une option pour huit autres avec une mise en service vers 2035 pour le premier d'entre eux, celui de [Penly](#).

« Un moment important »

À Penly, c'est un **conseil de politique nucléaire** qui se tiendra. C'est la première fois qu'il est délocalisé et le choix s'est porté sur Penly, « puisque des travaux ont déjà démarré », a justifié l'Élysée.

Ce rendez-vous sera l'occasion de faire des points d'étape sur la feuille de route de la politique nucléaire nationale, d'aborder où en sont les trois premières paires de réacteurs...

L'Élysée a rappelé que le président avait mis le [nucléaire](#) au cœur de sa politique, dès le premier mandat. Ce sera donc pour lui « un moment important d'être sur ce chantier ».

Vidéos : en ce moment sur Actu

Sa venue sera d'ailleurs historique puisque son cabinet assure que c'est la première fois qu'un président de la République se rend sur un chantier de construction de réacteur nucléaire en cours.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« C'est lui-même qui a décidé de venir à Penly », notifie son équipe.

Le chantier de Penly dans les temps

L'Élysée a notamment rappelé que pour le moment, le chantier de l'[EPR2](#) à Penly « avance conformément au calendrier prévisible » et que le démarrage du premier réacteur était normalement prévu pour **2038**.

Lors de ce rendez-vous, plusieurs ministres seront aussi présents, à l'image de Roland Lescure, ministre de l'Économie, des finances et de la souveraineté industrielle, énergétique et numérique ou encore Jean-Noël Barrot, ministre de l'Europe et des Affaires étrangères.

Il y aura aussi, bien évidemment, le président-directeur général

d'EDF, Bernard Fontana ou encore des représentants de l'ASN, l'Autorité de sûreté nucléaire.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu.](#)

« Vous participez au chantier du siècle » : Emmanuel Macron fait l'éloge des salariés de l'EPR de Penly

3–4 minutes

Le président de la République, Emmanuel Macron, était sur le site de la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime) jeudi 12 mars 2026, pour un conseil de politique nucléaire.

Sur le même thème

[Centrale nucléaire de Penly](#)

[Emmanuel Macron](#)

[EPR](#)



Le président de la République Emmanuel Macron s'est adressé à des employés du chantier de l'EPR2 de Penly (Seine-Maritime) jeudi 12 mars 2026. ©Mathieu te Morsche / Les Informations dieppoises

Par [Mathieu Te Morsche](#) Publié le 12 mars 2026 à 17h50

Pour la première fois, le **conseil de politique nucléaire**, avec à sa tête le président de la République française, [Emmanuel Macron](#), était délocalisé. Le président a choisi le site de la **centrale nucléaire** de [Penly \(Seine-Maritime\)](#), commune déléguée de [Petit-Caux](#). Il est venu le jeudi 12 mars 2026.

Avant cette réunion, qui rassemblait également le Premier ministre [Sébastien Lecornu](#), des ministres ou encore le PDG d'EDF, Emmanuel Macron s'est adressé à un parterre de salariés du chantier de l'[EPR2](#).

Un éloge du nucléaire

Il a d'abord « exprimé sa **gratitude** » envers ses prédécesseurs, qui « ont fait le choix de croire dans le nucléaire ». Le président a fait l'éloge du nucléaire français, dans lequel l'État a « réinvesti » et qui a été « renforcé ». « Nous sommes allés au bout de [Flamanville](#) », cite Emmanuel Macron.

« L'année dernière, nous avons eu une **surproduction d'électricité** dans notre pays, grâce au nucléaire français », se réjouit le président, qui a ajouté que « 60 % de notre électricité », provenait de l'énergie atomique.

L'objectif est désormais de tripler la capacité de production nucléaire.

Vidéos : en ce moment sur Actu

« Vous pouvez être fiers de vous »

Emmanuel Macron a eu un mot pour les **salariés** du chantier de l'EPR de Penly, qui sera le premier site d'EPR nouvelle génération à rentrer en service, à l'horizon **2038**.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

« Vous pouvez être fiers collectivement, a-t-il dit. Vous participez au chantier du siècle. »

Il a évoqué l'ampleur des travaux, et s'est réjoui que « des **dizaines de milliers** de Français » travailleront pour le nucléaire. Le président a également exprimé sa reconnaissance pour les **élus locaux**.

Le président a assuré que des décisions « importantes » seront prises lors de ce conseil de politique nucléaire délocalisé. « La France croit dans le nucléaire. [...] Je compte sur vous, je veux que vous soyez fiers. C'est une très grande **aventure industrielle** », a-t-il conclu, avant d'ajouter un « **Vive le nucléaire**, vive la République, et vive la France ».

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en

Près de Dieppe. " Le chantier du siècle " : en déplacement à Penly, Emmanuel Macron réaffirme le besoin de souveraineté énergétique

Alexandre Leno

4–5 minutes

Le Président de la République a tenu, jeudi 12 mars, le cinquième conseil de politique nucléaire sur le site [de la centrale nucléaire de Penly près de Dieppe](#), là où a débuté le chantier de deux EPR2. A ses côtés, le premier ministre normand Sébastien Lecornu et une partie de son gouvernement.

" La France reprend enfin ses grands travaux en matière de nucléaire ", a lancé le chef de l'État devant un parterre de salariés d'EDF présents sur l'immense chantier préparatoire [des EPR2](#). "Vous êtes en train de participer au chantier du siècle, a continué le président de la République, et avec ce chantier on va faire pour nos enfants ce que nos parents ont fait pour nous ".

Climat, compétitivité, souveraineté

C'est la première fois, depuis le lancement des CPN en 2022, qu'une telle réunion se déroule hors de Paris. C'est aussi la première fois qu'Emmanuel Macron vient visiter un tel chantier nucléaire depuis son arrivée à l'Élysée en 2017. Un chantier qui l'a lui-même commandé depuis sa relance du nucléaire civil, consacrée dans son discours de Belfort en 2022, et dont il a rappelé les grands principes, c'est-à-dire l'efficacité énergétique, la consolidation du nucléaire et les développements des renouvelables comme complément au nucléaire. *" On n'arrivera pas à gagner la bataille du climat, de la compétitivité et de la souveraineté sans le nucléaire "*, a insisté Emmanuel Macron prenant à témoin l'actuel contexte international pour confirmer ses orientations de politique énergétique.

- Lire aussi. [Défense. A quoi va ressembler le prochain sous-marin nucléaire L'Invincible construit à Cherbourg ?](#)

A Penly, environ 1100 personnes travaillent actuellement sur le

chantier et on attend jusqu'à 10 000 employés sur place au pic de l'activité selon EDF qui prépare toute une logistique en vue d'accueillir cette main-d'œuvre conséquente, entre autres un programme de construction de 5000 à 6000 logements.



Jusqu'à 10 000 personnes sont attendus sur le chantier des EPR2.
- Alexandre Leno

Les engins de chantiers s'occupent en ce moment de retirer la craie de la falaise et de la déplacer pour une extension en mer afin de faire de la place pour les réacteurs et les infrastructures logistiques. Plus qu'à [Flamanville 3](#) où les installations sont plus à l'étroit selon le retour d'expérience d'EDF. Une gare ferroviaire est même envisagée sur place pour le transport des matières premières et à terme des combustibles.

Frédéric Hennion, directeur du projet EPR2



0:00 / 0:38



Ce " *chantier du siècle* " s'inscrit dans un programme de construction de trois paires d'EPR2. La première à Penly dont la mise en service est prévue en 2038 puis à Gravelines deux ans plus tard et à la centrale de Bugey à horizon 2040/2050. "On est embarqué dans un projet de grande taille pour produire de l'électricité jusqu'en 2100 pour les Français", lance Frédéric Hennion, directeur du projet EPR2 à Penly pour EDF. Comme leurs prédécesseurs les EPR2 sont conçus pour durer 60 ans, (sous réserve de la validation des visites décennales).

La question des déchets

Par ailleurs, lors du CPN, a été abordé le projet " *Aval du futur* " porté par Orano et " *visant à renouveler les installations de l'aval du*

cycle du combustible nucléaire à la Hague (Manche), en vue de la construction des 6 nouveaux EPR", explique l'Elysée. Le projet vise notamment à construire trois piscines d'entreposage des combustibles usés ainsi qu'une nouvelle usine de retraitement des combustibles appelée " La Hague 2 ". Il est question également lancement d'un nouveau programme pour la fermeture du cycle de combustible, c'est-à-dire le recyclage, afin de se " *se passer de l'importation d'Uranium naturel à horizon 2100 "*, poursuit l'Elysée.

Penly. "La France croit dans le nucléaire, elle fait plus qu'y croire, elle pratique"

Nicolas Durand

6-7 minutes

Après avoir enfilé le costume de chef de guerre la semaine dernière, le président Macron a mis sa casquette de capitaine d'industrie. Tout sourire, casque EDF sur la tête et vêtu d'une veste orange, il est arrivé ce jeudi 12 mars, sur le chantier de l'EPR2 de Penly, près de Dieppe, pour réaffirmer son soutien à la filière nucléaire française. Un déplacement hautement symbolique en Normandie, région où l'atome occupe une place centrale, entre l'EPR de Flamanville et les centrales de Paluel et Penly.

"Je veux que vous soyez fiers de porter ce projet, fiers de ce chantier du siècle"

Devant les acteurs de la filière, le chef de l'Etat a salué l'ampleur du projet. *"Je veux que vous soyez fiers de le porter, fiers de ce chantier du siècle"*, a-t-il déclaré. A un an de la fin de son deuxième quinquennat, c'était aussi l'occasion pour le chef de l'État de revenir sur son bilan en matière de politique nucléaire. *"Il y a quinze ans, quarante-huit heures après Fukushima, le monde entier se disait : c'est foutu pour le nucléaire"*, a-t-il souligné. *"Nous avons investi, réacquis des compétences et aujourd'hui la France surproduit de l'électricité. Nous avons exporté 90 TWh."*

La visite présidentielle s'est conclue par un conseil de politique nucléaire, une réunion stratégique qui, pour la première fois, s'est tenue en dehors de la capitale. Au-delà des points d'étape consacrés à la construction des nouveaux réacteurs, l'instance a confirmé le lancement d'un nouveau programme dédié au cycle du combustible nucléaire.

L'objectif : *"se passer de l'importation d'uranium naturel d'ici 2100"*, avec *"le lancement de la construction d'un premier réacteur à neutrons rapides"*, a fait savoir l'Elysée à l'issue de la journée. Plus efficient et moins sélectif en matière de combustible, ce type de réacteur permettrait notamment de valoriser l'uranium appauvri ;

pour le moment inutilisé, tout en produisant nettement moins de déchets.

Penly : des travaux préparatoires jusqu'en 2028

Sur le terrain, les travaux préparatoires du futur EPR de Penly se poursuivent et devraient se prolonger jusqu'en 2028. L'année 2026 marquera une nouvelle étape importante avec la construction des premiers ouvrages souterrains, la mise en service du poste électrique ainsi que la poursuite du déroctage (grignotage) de la falaise et de l'extension en mer. La phase suivante concernera la construction du réacteur à proprement parler, avec trois grandes étapes : le génie civil, le montage électromécanique puis les essais. L'achèvement du chantier est pour l'instant prévu à l'horizon 2030. A terme, ce sont trois paires d'EPR supplémentaires qui doivent être construites en France dans le cadre de la relance du programme nucléaire.

Déjà des retombées en pays de Caux

Dès maintenant, avant la mise en service du futur réacteur, les retombées économiques du chantier se font sentir dans les territoires voisins. Au plus fort de l'activité, aux alentours de 2032, près de 10 000 salariés devraient travailler sur le site, les logements et les services associés doivent être prêts. *"Nous avons déjà obtenu des financements pour la maison de santé"*, indique Olivier Bureaux, président de la communauté de communes Terroir de Caux. Situé entre Paluel et Penly, le territoire cauchois n'avait pas autant bénéficié de l'implantation de l'atome que ses voisins : Côte d'Albatre, Falaise du Talou et l'agglomération de Dieppe. *"Désormais, nous pouvons être accompagnés sur des projets structurants dans le périmètre autour de la centrale"*, souligne l' élu. Il poursuit : *"On voit déjà arriver des agents d'EDF et des personnes qui cherchent des logements sur le territoire"*. Plusieurs projets immobiliers sont à l'étude, notamment à Bacqueville-en-Caux et à Longueville-sur-Scie. Pour l' élu local, ces nouvelles habitations pourraient redynamiser les centre-bourgs, les commerces, mais aussi la vie associative et les écoles des communes alentour.

Le chantier de Penly entraîne des réflexions et des perspectives en termes de transport. Le territoire de Terroir de Caux est désormais intégré au schéma de mobilités lié au projet. Concrètement, cela se traduit par des aménagements sur le réseau routier mais aussi sur le rail. Sur la ligne Rouen-Dieppe, les cadencements en gare d'Auffay, Longueville-sur-Scie et Saint-Aubin-sur-Scie déjà renforcés, pourraient encore évoluer. *"A l'avenir, on peut imaginer*

des arrêts supplémentaires, notamment en milieu de journée ou en fin de matinée", conclut Olivier Bureaux.

Situé à plus d'une heure de la centrale de Paluel, l'est du pays de Caux ressent les premières retombées du chantier de Penly, dont l'impact s'étend bien au-delà des abords immédiats du site nucléaire.

Lors de son discours face aux salariés du chantier de l'EPR 2, le chef de l'État a confirmé l'arrivée de huit autres réacteurs. *" On a les six réacteurs qui sont partis. En 2040, on va les ouvrir et on va prendre les décisions pour les huit suivants. "*

Préparer la consommation de 2050

L'objectif de ces huit nouveaux réacteurs est multiple. D'une part, ils permettront de répondre aux hypothèses de consommation d'électricité à l'horizon 2050, de garantir une production décarbonée pilotable assez solide dans le mix énergétique mais aussi de préparer le renouvellement du parc nucléaire actuel.

Démarrage de projet d'ici 2027

La préparation du premier dossier de site pourrait démarrer en 2027. D'après EDF, *" cela suppose d'être en capacité de proposer le ou les premiers de la phase 2 fin 2026 "*.

À terme, le démarrage de ces huit nouveaux réacteurs serait échelonné entre 2043 et 2050. *"La cible de 14 EPR2 en 2050 constitue un objectif ambitieux mais atteignable, moyennant une accélération volontaire de la capacité de construction de l'ensemble de la filière industrielle française "*, ajoute le producteur d'électricité.

"Le chantier du siècle" : Emmanuel Macron visite le site où seront implantés les deux nouveaux réacteurs EPR2 à Penly - ICI

Mathilde Ansquer , Théophile Pedrola

4-5 minutes

Emmanuel Macron est en visite à la centrale nucléaire de Penly ce jeudi © Radio France - Théophile Pedrola

Publié le jeudi 12 mars 2026 à 15:12

Emmanuel Macron visite la centrale nucléaire de Penly en Seine-Maritime ce jeudi. Accompagné par plusieurs membres du gouvernement, dont Sébastien Lecornu, le Président se rend sur le chantier de construction des deux nouveaux réacteurs du programme EPR2.

Le Président de la République est en Seine-Maritime ce jeudi. [Emmanuel Macron visite la centrale nucléaire de Penly](#) où il s'est rendu sur le chantier de construction des deux nouveaux réacteurs du programme EPR2. Le site, qui compte déjà deux réacteurs en fonctionnement, a en effet été retenu (avec Gravelines et le Bugey) pour accueillir ce projet, *"qui constitue le cœur de la relance du nouveau nucléaire en France"*, précise l'Élysée.

Mise en service prévue pour 2038

Emmanuel Macron commence par une visite de chantier : [la mise en service du premier réacteur est prévue pour 2038](#). Pour le moment, les équipes sont encore au stade des travaux préparatoires. La falaise est en train d'être modifiée : 20 hectares doivent être ainsi gagnés sur la mer. Au total, 1.000 personnes travaillent sur place ce jeudi, un chiffre qui pourra monter jusqu'à 10.000 au maximum des travaux. À terme, deux nouveaux EPR doivent permettre de fournir assez d'électricité pour alimenter toute la région Normandie.

"Vous êtes en train de participer au chantier du siècle", a assuré Emmanuel Macron aux équipes rassemblées autour de lui. *"Ici, ce*

sont les grands travaux du XXI^e siècle", a-t-il martelé. Pour le Président, la stratégie française repose sur trois piliers, [qu'il a énoncés à Belfort en 2022](#) : "économiser l'énergie, donc l'efficacité énergétique, le nucléaire, qu'il faut consolider, et le renouvelable, qui est important sur certains segments pour faire le complément." "La France croit dans le nucléaire, mais elle fait plus qu'y croire : elle pratique, elle avance, elle décide", a insisté Emmanuel Macron.

Dans la foulée de la visite doit se tenir le Conseil de politique nucléaire, un rendez-vous qui se déroule habituellement à Paris et qui permet de faire le point sur la politique du nucléaire civil dans le pays. Le Premier ministre Sébastien Lecornu et le ministre de l'Industrie Roland Lescure doivent notamment y assister.

Les équipes n'en sont qu'aux travaux préparatoires sur le site qui doit accueillir les deux nouveaux EPR. © Radio France - Théophile Pedrola

- [Énergie](#)
- [Énergie nucléaire](#)
- [Centrale nucléaire](#)
- [EDF](#)

Recevez chaque jour l'essentiel de l'actualité locale.

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Sur le même thème

[Passer la section](#)

- Le chef de l'État et le Premier ministre, Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu, seront en visite ce jeudi 12 mars 2026 à Penly, sur le chantier des futurs réacteurs EPR2. Ils viennent accompagnés de plusieurs membres du gouvernement. Pourquoi ?

Le 12/03/2026 à 08:27

- Le Livret A financera à hauteur de 60% le programme nucléaire EPR 2, a annoncé l'Élysée ce jeudi à l'issue d'un Conseil de politique nucléaire (CPN) tenu en présence d'Emmanuel Macron sur le chantier de la future centrale de Penly (Seine-Maritime).

Il y a 12h

"On a besoin de place" : retour sur la visite d'Emmanuel Macron à la centrale nucléaire de Penly - ICI

5-6 minutes

Emmanuel Macron à la centrale nucléaire de Penly © Maxppp - LUDOVIC MARIN / POOL/EPA

Diffusé le vendredi 13 mars 2026 à 7:31

Publié le vendredi 13 mars 2026 à 7:31

Le chef de l'État, Emmanuel Macron, était en déplacement ce jeudi 12 mars 2026 à la centrale nucléaire de Penly, pour y présider le conseil de politique nucléaire.

Déjà 1.000 personnes, environ, travaillent sur le chantier des futurs EPR2 de la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime). Elles seront plus de 10.000 d'ici quelques années, au moins jusqu'à la mise en service du premier nouveau réacteur, en 2038. C'est "le chantier du siècle", selon le chef de l'État. Emmanuel Macron était en visite ce jeudi 12 mars 2026 en Seine-Maritime, à la centrale nucléaire de Petit-Caux, au bord de la côte d'Albâtre. EDF évoque aussi, de son côté, le plus grand projet industriel d'Europe.

Le chantier est, avant le début des travaux sur les bâtiments nucléaires, déjà immense : une fourmilière, avec des rues, des ronds-points, des points d'accès sécurisés et son va-et-vient incessant de camions, chargés de craie de la falaise. *"On a besoin de place pour mettre ces deux réacteurs, donc on reprofile la falaise pour créer une avancée sur la mer d'environ vingt 20 hectares"*, indique Frédéric Hennion, le directeur du projet EPR2 à Penly.

De l'électricité utile ?

Ce chantier, c'est Emmanuel Macron lui-même qui l'a voulu en 2022, il est donc venu pour la première fois depuis son élection sur le site d'une centrale nucléaire voir les conséquences de ses décisions. Ces deux réacteurs doivent fournir à partir de 2038, l'équivalent de la consommation en électricité de toute la

Normandie, ou de la moitié de l'Île-de-France. Pourtant *"on exporte déjà de l'électricité"* a rappelé Emmanuel Macron : la France en produit déjà trop pour sa consommation nationale. Qu'à cela ne tienne, il tient tout de même à ces nouveaux EPR2, six en comptant ceux à Gravelines et au Bugey et même huit de plus à terme. *"Vous participez au chantier du siècle"* a tenu à saluer le président.

Emmanuel Macron, qui a pu échanger avec Sébastien Jumel, président de la communauté d'agglomération de Dieppe, quelques instants. L'élus communiste a tenu à lui parler de trois sujets : le logement, près de 3.000 doivent être construits *"sans aide de l'État"*, dit-il, la santé, car *"plus de 10.000 nouveaux habitants, ce sont des gens qui vont fréquenter l'hôpital et qu'il va falloir soigner et bien soigner"*, mais aussi la sécurité en estimant qu'il *"fallait anticiper les besoins"* face à cet afflux de nouveaux habitants. L'Élysée nous indique que le conseiller territoire du président de la République a rencontré Sébastien Jumel et Nicolas Langlois, maire de Dieppe, avant la visite du chantier et qu'une réunion entre le préfet et des élus du territoire s'est aussi tenue.

Suite au Conseil de politique nucléaire, il a été annoncé que [le livret A allait en partie financer le programme EPR2](#). EDF s'est aussi engagé à tenir les coûts de construction des trois paires de réacteurs à 72 milliards d'euros.

- [Petit-Caux](#)
- [ICI Normandie \(Seine-Maritime - Eure\)](#)

Tous les vendredis, recevez le meilleur de la semaine d'ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure) : certifié 100% local !

Adresse e-mail (obligatoire)

Exemple : nom@email.com

En cliquant sur "S'abonner", j'accepte que les données recueillies par Radio France soient destinées à l'envoi par courrier électronique de contenus et d'informations relatifs aux programmes.

Les épisodes de l'émission : L'info d'ici, ICI Normandie (Seine-Maritime - Eure)

[Passer la section](#)

À l'occasion de la journée nationale du sommeil, l'association Famili'Bulle au Havre organise des ateliers pour les parents

La journée mondiale du rein

"Le chantier du siècle" : ce qu'il faut retenir de la visite d'Emmanuel Macron à la centrale nucléaire de Penly

Mathilde Riou

4-5 minutes

Le chef de l'État et le Premier ministre, Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu, étaient en visite ce jeudi 12 mars 2026 à Penly (Seine-Maritime), sur le chantier des futurs réacteurs EPR2. Un conseil de politique nucléaire s'est tenu avec plusieurs membres du gouvernement.

[Élections municipales 2026](#)

Habituellement ce genre de conseil se déroule à Paris. Il permet de faire le point sur la politique du nucléaire civil de la France. C'est donc ce site hautement stratégique de Penly qu'Emmanuel Macron a tenu à délocaliser, ce jeudi 12 mars 2026.

Après avoir accueilli le deuxième sommet international nucléaire, mardi, près de Paris, Emmanuel Macron était à la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime), entre Dieppe et Le Tréport pour présider ce Conseil de politique nucléaire (CPN).

Cette instance rassemble plusieurs ministères, les autorités compétentes comme l'ASNR (Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection), ainsi que les géants français EDF et [Orano](#).

Avec les deux nouveaux réacteurs qui vont agrandir la centrale de Penly et la possible usine de traitement nucléaire Orano dans la Manche, la Normandie pourrait devenir la région la plus nucléarisée du pays.

La construction des réacteurs n'a pas encore débuté, mais les travaux préparatoires mobilisent déjà 1 000 personnes sur place. Le début de chantier concernant les installations nucléaires commencera en 2029 pour une mise en service prévue en 2038 pour le premier des deux nouveaux réacteurs.

durée de la vidéo : 00h01mn48s



.3

Emmanuel Macron a tenu à présider le 5ème conseil politique nucléaire à Penly (Seine-Maritime). Après une visite du "chantier du siècle" où vont sortir de terre deux réacteurs nucléaires supplémentaires le Président a fait part de ses ambitions en matière d'énergie nucléaire. Retour sur sa visite et ses déclarations avec Adrien Develay et Bérangère Dunglas. • ©FTV

Emmanuel Macron était accompagné du Premier ministre, ainsi que des ministres de l'Économie, des Affaires étrangères, des Armées, de la Recherche ou délégué à l'Énergie pour visiter le chantier de l'EPR2.

"L'atome est indispensable à la compétitivité et la souveraineté de la France", a réaffirmé Emmanuel Macron lors de la visite de ce chantier.

Au programme de ce CPN : faire le point sur la construction de six nouveaux réacteurs nucléaires EPR2 – à Penly mais aussi Gravelines (Nord) et Bugey (Ain). EDF doit prendre sa décision finale sur ces investissements à la fin de l'année. L'éventualité de construire quatre paires de réacteurs supplémentaires a été également évoquée.

"On n'arrivera pas à gagner la bataille du climat, de la compétitivité et de la souveraineté sans le nucléaire", a déclaré le président de la République en célébrant le *"chantier du siècle"* de la relance du nucléaire en France.

Les discussions ont également porté sur le soutien à la construction de SMR (pour Small Modular Reactors) : *"Avec ce chantier du siècle, on va faire pour nos enfants ce que nos parents ont fait pour nous" dans les années 70-80*", a conclu Emmanuel Macron en citant notamment les SMR qui font partie du programme de nouveau nucléaire en France.

"En Europe, il y a encore deux ou trois ans, on nous disait le nucléaire, attention, ce n'est pas bon", a-t-il déclaré. *"On a bâti un consensus et l'Europe suit et y croit"*.

Cette technologie qui peine à démarrer est soutenue par la Commission européenne qui doit présenter ce mardi un projet en ce sens.

Emmanuel Macron à la centrale de Penly pour faire un point d'étape sur la relance du nucléaire français

Philippe Rioux

~4 minutes

l'essentiel Au lendemain du sommet international sur l'énergie nucléaire à Paris, Emmanuel Macron se rend ce jeudi 12 mars sur le chantier des futurs réacteurs EPR2 de Penly. Une visite hautement symbolique pour le chef de l'État, venu présider un nouveau Conseil de politique nucléaire et dresser un état des lieux des grands chantiers industriels de la filière.

Emmanuel Macron se rend ce jeudi 12 mars sur le site de la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime), où doivent être construits deux nouveaux réacteurs de type EPR2. Cette visite, la première du chef de l'État sur un chantier de nouveaux réacteurs dont il a lui-même décidé la relance, s'inscrit dans la continuité de la stratégie énergétique engagée depuis plusieurs années par l'exécutif.

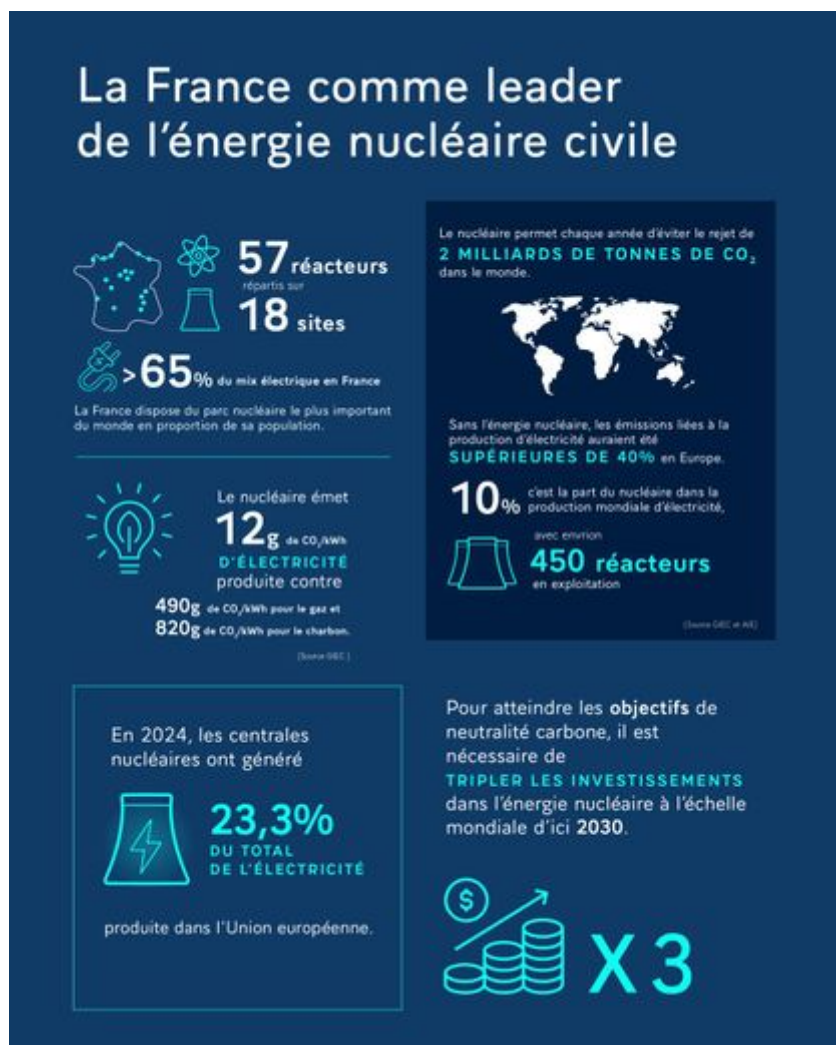
Sur place, le Président présidera le cinquième Conseil de politique nucléaire (CPN) organisé depuis 2022, qui doit permettre de faire un point d'étape sur plusieurs dossiers structurants pour l'avenir de la filière nucléaire française : l'avancement du programme des premiers réacteurs EPR2, les projets industriels liés au retraitement du combustible, la stratégie de fermeture du cycle et le développement des petits réacteurs modulaires (SMR).

Le site de Penly occupe une place centrale dans ce programme. Déjà équipé de deux réacteurs en exploitation, il fait partie, avec

Gravelines et le Bugey, des trois implantations retenues pour accueillir les premières paires de réacteurs EPR2. Ce programme constitue le cœur de la relance du nucléaire décidée après le discours de Belfort en 2022.

Les EPR2 de Penly prévus pour être mis en service en 2038

Selon l'Elysée, les travaux préparatoires ont débuté à l'été 2024 et mobilisent aujourd'hui environ 1 100 personnes sur le site. À ce stade, l'avancement est jugé conforme au calendrier prévu. Le premier béton nucléaire, étape symbolique du chantier, est attendu à l'horizon 2029, pour une mise en service envisagée en 2038 pour le premier réacteur.



La France en leader de l'énergie nucléaire civile. Elysée.

Le Conseil de politique nucléaire doit également examiner l'état d'avancement du programme industriel baptisé « aval du futur », porté par Orano à La Hague, destiné à renouveler les capacités de

retraitement du combustible utilisé. Ces installations participent à l'objectif de souveraineté sur l'ensemble de la chaîne nucléaire, de la production de combustible jusqu'au recyclage.

La question de la fermeture du cycle du combustible, qui vise à terme à maximiser le recyclage des matières nucléaires utilisées, figurera également parmi les sujets abordés lors de la réunion. Le gouvernement entend aussi faire un point sur les projets de petits réacteurs modulaires (SMR), soutenus dans le cadre de la stratégie industrielle et d'innovation.

Objectif 2100 : à Penly, Emmanuel Macron met en scène la relance du nucléaire

Géraldine Woessner : : 12/03/2026

Un Sommet international à Paris, suivi d'un Conseil de politique nucléaire en Normandie : alors que le prix des hydrocarbures flambe, le président devrait fixer le cap sur la fermeture du cycle et l'indépendance énergétique.



• par [Géraldine Woessner](#)

Rédactrice en chef du service Société

Publié le 12/03/2026 à 07h30



Emmanuel Macron au Sommet international sur l'énergie nucléaire civile, le 10 mars 2026, à Boulogne-Billancourt. © AFP/ABDUL SABOOR

La guerre en Ukraine, en 2022, avait commencé à rebattre les cartes, entraînant Emmanuel Macron à [virer de bord sur le nucléaire](#). Le président des temps de paix prévoyait de fermer la moitié des réacteurs, en dépit des alertes sur les lourdes dépendances au gaz que ce mouvement allait provoquer ? Celui des « *temps troublés* », face au mur du réel, promettait de relancer l'atome.

Plusieurs chantiers, depuis, ont été mis sur les rails – prolongation du parc, construction de [six nouveaux réacteurs EPR2](#), soutien affirmé aux petits réacteurs modulaires (SMR). Quatre ans plus tard, alors qu'une nouvelle guerre au Moyen-Orient met [le détroit d'Ormuz et notre économie sous tensions](#), le jeu est prêt. Et les cartes, espère l'exécutif, seront distribuées dans l'année.

Visite de chantier

Pour présenter sa stratégie, Emmanuel Macron a choisi le décor avec soin. Ce nouveau conseil de politique nucléaire – le cinquième depuis la relance amorcée en 2022 – doit se tenir non pas à l'Élysée, mais à Penly (Seine-Maritime), au bord de la falaise normande où doit bientôt s'ouvrir le plus grand chantier industriel de France depuis trente ans, celui de [la première paire de réacteurs EPR2](#). Les pelleteuses ont déjà commencé les travaux de terrassement. Sébastien Lecornu et une cordée de ministres poseront devant les 1 000 premiers ouvriers d'un chantier qui ne commencera vraiment qu'en 2029. Si tout va bien.

Deux jours plus tôt, le 10 mars, le même Emmanuel Macron accueillait à Paris le [deuxième sommet nucléaire international](#) – où une soixantaine de pays et d'organisations financières ont réaffirmé leur volonté de relancer l'atome civil, et dévoilé leurs plans. Une séquence millimétrée, dans un contexte porteur : la guerre en Iran fait flamber à nouveau le prix des hydrocarbures, révélant la nécessité, pour une Europe sans ressources, de renforcer son indépendance.

EPR2, année zéro

Alors que le devis des trois premières paires d'EPR2, fixé à 72,8 milliards d'euros (en valeur 2020), a été bouclé fin décembre, la Délégation interministérielle au nouveau nucléaire (DINN) a conduit ces derniers mois un audit détaillé, qui sera présenté au président. Objectif : s'assurer que tout converge, d'ici la fin de l'année, pour permettre à l'exécutif de prendre une décision finale d'investissement – la fameuse DIF que l'ensemble de la filière attend, et qui marquera le lancement réel des chantiers, et les commandes.

L'éventualité de construire quatre paires supplémentaires sera également évoquée – mais la décision, sur ce point, dépendra des capacités de la France à accélérer enfin son électrification. « *Rien ne presse à ce stade, alors que le programme des six premières paires n'est encore pas officiellement lancé, et que nous avons déjà largement de quoi faire face à une forte hausse de la demande en électricité* », confie un participant.

Selon nos informations, ce CPN sera surtout l'occasion d'aborder dans le détail un autre sujet majeur, plus discret – mais encore plus structurant : la fermeture du cycle du combustible.

Vers les réacteurs de quatrième génération

Au printemps 2025, lors du précédent CPN, l'exécutif avait chargé la filière d'une commande précise : élaborer une feuille de route complète, opérationnelle, pour fermer le cycle du combustible à l'horizon 2100. Ces derniers mois, le CEA, EDF, Framatome et Orano ont monté des groupes de travail pour l'élaborer, avec *« des équipes dédiées et des réunions très régulières »*, confie un familier du dossier. *« C'est la première fois que nous travaillons ensemble de façon aussi fluide, et opérationnelle. »*

« Fermer le cycle » : l'expression technique traduit un objectif de souveraineté radical. Il s'agit de s'affranchir, à terme, de tout approvisionnement en uranium naturel, en faisant tourner la future génération de réacteurs nucléaires français sur ses propres déchets : le plutonium, mais aussi les stocks d'uranium appauvri accumulés depuis des décennies. La France en détient des quantités considérables (plus de 300 000 tonnes), inutilisées.

Aujourd'hui, le cycle est partiellement fermé : le combustible usé est retraité à La Hague, une fraction recyclée sous forme de MOX, le reste entreposé. Mais « fermer » vraiment le cycle suppose des réacteurs de quatrième génération – des surgénérateurs à neutrons rapides, capables de produire plus de matière fissile qu'ils n'en consomment. *« Cela suppose trois briques industrielles que la France ne possède pas encore simultanément : des usines pour fabriquer le combustible de 4e génération, des réacteurs pour l'utiliser, et des installations pour le retraiter à grande échelle – non plus quelques tonnes comme par le passé, mais des centaines de tonnes de plutonium »*, précise la même source.

« Ce n'est pas le retour d'Astrid »

Le projet Astrid, démonstrateur surgénérateur [abandonné en 2019](#), n'avait adressé qu'une partie du problème : une fraction de la deuxième brique. La feuille de route soumise ce jeudi devrait être autrement plus ambitieuse, couvrant les trois dimensions, avec un calendrier jalonné de validations industrielles et la construction d'un démonstrateur – dont les arbitrages restent à rendre.

Les scénarios envisagés tablent sur un parc hybride dans la seconde moitié du siècle : 25 % d'EPR2 de troisième génération, 75 % de réacteurs de quatrième génération. À cette proportion, le cycle se ferme. *« Il n'y a pas de verrou scientifique identifié. La physique est connue depuis Phénix et SuperPhénix. Ce qui reste à construire, c'est la faisabilité industrielle, et la volonté politique de financer sur plusieurs décennies un programme qui ne verra son terme sous aucun mandat en cours »*, explique une autre source impliquée dans les discussions.

2100 : la date est inscrite dans le jeu que l'exécutif s'apprête à abattre. Un chantier au long cours.

« Le chantier du siècle » : le Livret A financera en partie le programme nucléaire EPR 2

Par Le Parisien avec AFP Le 12 mars 2026 à 20h15

2-3 minutes

[Le Livret A](#) financera à hauteur de 60 % [le programme nucléaire EPR 2](#), a annoncé l'Élysée ce jeudi, à l'issue d'un Conseil de politique nucléaire (CPN). Il vise à construire [six nouveaux réacteurs](#) de forte puissance, à Penly (Seine-Maritime), Gravelines (Nord) et au Bugey (Ain).

« Le prêt bonifié de l'État accordé au programme EPR 2 pour 60 % du montant total du programme sera financé par le fonds d'épargne de la Caisse des dépôts », a-t-elle indiqué. Cela signifie que le Livret A financera en partie le programme de nouveau nucléaire en France.

Le CPN a également confirmé l'objectif d'assurer la décision finale d'investissement, qui sera prise par EDF, « avant la fin de l'année 2026, pour une première mise en service d'ici 2038 », a précisé la présidence.

Le Conseil de politique nucléaire demande à l'État et à EDF « de prendre toutes les mesures nécessaires pour finaliser les discussions en cours avec la Commission Européenne dans un calendrier cohérent avec cet objectif ».

VidéoMacron vante le nucléaire civil facteur d'« indépendance »

« Gagner la bataille du climat »

Ce Conseil, qui définit les grandes orientations de la politique nucléaire nationale, s'est tenu en présence du président de la République sur le site actuellement en chantier de la centrale de Penly, qui doit accueillir deux futurs réacteurs de nouvelle génération.

Emmanuel Macron a plaidé lors de cette visite en faveur de l'atome, indispensable selon lui à la compétitivité et la souveraineté de la France. « On n'arrivera pas à gagner la bataille du climat, de la compétitivité et de la souveraineté sans le nucléaire », a déclaré le président de la République en célébrant le « chantier du siècle » de la relance du nucléaire en France, alors que les travaux préparatoires battent leur plein.

Le CPN indique par ailleurs avoir pris acte des conclusions de l'audit du programme de construction des six EPR2 par lequel EDF s'est engagé à tenir la cible de coûts de construction à hauteur de 72,8 milliards d'euros au cours de 2020 et du calendrier du programme.

Emmanuel Macron vante le nucléaire en visitant le chantier de la future centrale de Penly

Le Monde avec AFP

8–11 minutes

Cet article vous est offert

Pour lire gratuitement cet article réservé aux abonnés, connectez-vous

[Se connecter](#)

Vous n'êtes pas inscrit sur Le Monde ?

[Inscrivez-vous gratuitement](#)

- [Planète](#)
- [Nucléaire](#)

Le chef de l'Etat a visité jeudi le chantier des deux futurs réacteurs prévus sur le site de la centrale de Penly, en Seine-Maritime, où il a présidé le cinquième Conseil de politique nucléaire.





L'atome est indispensable à la compétitivité et la souveraineté de la France, a réaffirmé jeudi 12 mars Emmanuel Macron lors d'une visite du chantier des deux futurs réacteurs prévus sur le site de la centrale de Penly (Seine-Maritime) où il a présidé le cinquième Conseil de politique nucléaire (CPN).

« On n'arrivera pas à gagner la bataille du climat, de la compétitivité et de la souveraineté sans le nucléaire », a déclaré le président de la République en célébrant le « chantier du siècle » de la relance du nucléaire en France, alors que les travaux préparatoires battent leur plein à Penly.

Deux jours après avoir présidé le deuxième sommet nucléaire près de Paris, il s'est félicité d'un regain d'intérêt en Europe, alors que l'atome avait connu un coup d'arrêt après l'accident de la centrale japonaise en 2011. *« En Europe, il y a encore deux ou trois ans, on nous disait le nucléaire, attention, c'est pas bon », a-t-il déclaré. « On a bâti un consensus, et l'Europe suit et y croit. »*

Six nouveaux réacteurs

A l'occasion son déplacement à Penly, M. Macron a présidé le cinquième CPN depuis 2022, qui décide d'orientations sur le programme de relance du nucléaire civil en France. Ce dernier comprend notamment la construction d'au moins six nouveaux réacteurs, conformément à la nouvelle feuille de route énergétique de la France.

« On va prendre aujourd'hui des décisions importantes qui nous permettront de consolider des décisions finales d'ici la fin de l'année », a-t-il déclaré alors que l'électricien public EDF doit prendre d'ici fin 2026 sa décision d'investir pour six nouveaux réacteurs, étape-clé qui lancera officiellement le chantier.

[« Chaleur humaine »](#)

[Comment faire face au défi climatique ? Chaque semaine, nos meilleurs articles sur le sujet](#)

[S'inscrire](#)

« Avec ce chantier du siècle, on va faire pour nos enfants ce que nos parents ont fait pour nous » dans les années 1970-1980, a conclu M. Macron en citant notamment les petits réacteurs modulaires SMR, qui font partie du programme « nouveau nucléaire » en France.

Le Livret A financera en partie le programme de nouveau nucléaire EPR2, a annoncé l'Elysée jeudi à l'issue du CPN. « *Le prêt bonifié de l'Etat accordé au programme EPR2 pour 60 % du montant total du programme sera financé par le fonds d'épargne de la Caisse des dépôts* », a-t-elle précisé.

Le Monde avec AFP

[Réutiliser ce contenu](#)

Vous pouvez lire *Le Monde* sur un seul appareil à la fois

Ce message s'affichera sur l'autre appareil.

[Ajouter un compte](#) [Découvrir l'offre Famille](#) [Découvrir les offres multicomptes](#)

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [créez un compte pour votre proche](#) (inclus dans votre abonnement). Puis connectez-vous chacun avec vos identifiants. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous êtes bénéficiaire de l'abonnement, connectez-vous avec vos identifiants. Si vous êtes 3 ou plus à utiliser l'abonnement, [passez à l'offre Famille](#). Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ces identifiants ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous êtes bénéficiaire de l'abonnement, connectez-vous avec vos identifiants. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

Si vous utilisez ce compte à plusieurs, [passez à une offre multicomptes](#) pour faire profiter vos proches de votre abonnement avec leur propre compte. Sinon, cliquez sur « » et assurez-vous que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Vous ignorez qui d'autre utilise ce compte ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Parce qu'une autre personne (ou vous) est en train de lire *Le Monde* avec ce compte sur un autre appareil.

Vous ne pouvez lire *Le Monde* que sur **un seul appareil** à la fois (ordinateur, téléphone ou tablette).

- Comment ne plus voir ce message ?

En cliquant sur « » et en vous assurant que vous êtes la seule personne à consulter *Le Monde* avec ce compte.

- Que se passera-t-il si vous continuez à lire ici ?

Ce message s'affichera sur l'autre appareil. Ce dernier restera connecté avec ce compte.

- Y a-t-il d'autres limites ?

Non. Vous pouvez vous connecter avec votre compte sur autant d'appareils que vous le souhaitez, mais en les utilisant à des moments différents.

- Vous ignorez qui est l'autre personne ?

Nous vous conseillons de [modifier votre mot de passe](#).

Lecture restreinte

Votre abonnement n'autorise pas la lecture de cet article

Pour plus d'informations, merci de contacter notre service commercial.

Nucléaire : Macron annonce que le Livret A cofinancera le « chantier du siècle » des EPR2

: 12/03/2026



« On a réparé la filière, on a investi, on a augmenté notre sûreté, on a renforcé notre recherche », a martelé Emmanuel Macron, devar Reuters)

Par [Amélie Laurin](#)

Publié le 12 mars 2026 à 19:28Mis à jour le 12 mars 2026 à 20:01

« Vous participez au chantier du siècle ! Soyez fiers de porter ce projet. » Avant de présider son cinquième Conseil de politique nucléaire (CPN), décentralisé sur le site des futurs EPR 2 Penly (Seine-Maritime), le président de la République a tenu à s'adresser à environ 70 salariés réunis pour l'occasion en surplomb des travaux.

Un chantier qui sera payé, a annoncé l'Elysée jeudi soir, en partie par le livret A. « Le prêt bonifié de l'Etat accordé au programme EPR 2 pour 60 % du montant total du programme sera financé par le fonds d'épargne de la Caisse des dépôts », a indiqué cette dernière dans un communiqué. Cela signifie que le livret d'épargne réglementée sera mobilisé pour le programme de nouveau nucléaire en France, comme pressenti.

Face au président en visite, l'extension sur la mer de 20 hectares est en cours, tout comme le déroctage de la falaise. Au pied des deux réacteurs existants de la centrale nucléaire normande, l'impressionnant chantier accueille un ballet incessant de 200 engins lourds chargés d'aménager une digue de 1,4 kilomètre de long sur 200 mètres de large afin de protéger la future plateforme industrielle de l'érosion marine.

1.000 ouvriers sur le chantier

Equipé d'une veste orange siglée EDF et d'un casque, Emmanuel Macron a pu constater la réalité du projet de relance de la politique nucléaire française qui ne se concrétisera qu'en 2038, si tout se passe comme prévu, avec l'entrée en service du premier des deux EPR 2 de Penly.

Engagés depuis juin 2024, après le décret portant autorisation environnementale, les travaux préparatoires du site, engagés avant toute construction nucléaire, prennent forme pour une fin attendue en décembre 2026. Déjà plus de 1.000 salariés (ils seront 10.000 au pic du chantier) s'activent. La création de la digue nécessitera 4 millions de mètres cubes de remblai, plus de 15.000 blocs cubiques rainurés en béton (plus de 6.500 ont déjà été fabriqués), agissant comme des brise-lames, et 400.000 tonnes d'enrochement.

Entouré du Premier ministre, des ministres concernés et des patrons d'EDF et d'Orano, le chef de l'Etat a voulu rappeler le chemin parcouru. « Ces dix dernières années, collectivement, avec la grande famille du nucléaire, on a réparé la filière, on a investi, on a augmenté notre sûreté, on a renforcé notre recherche, on a su aller au bout de

Flamanville », a-t-il lancé, oubliant au passage ses réserves sur cette énergie jusqu'à son discours de Belfort en 2022. Il s'agissait de fait de la première visite d'une centrale nucléaire pour Emmanuel Macron en tant que président.

Affermir le devis

Après la visite du chantier de Penly, le président a réuni sur place un CPN, le cinquième depuis la relance du nucléaire civil, il y a quatre ans. Cette réunion à huis clos, qui se tient traditionnellement à l'Elysée, a permis de faire un point d'étape, un an après [le coup de pression](#) mis par le président sur EDF.

D'abord sur les six premiers EPR2, dont la décision finale d'investissement est attendue en fin d'année, à quelques mois de l'élection présidentielle. A cet horizon, le président dira aussi si la France doit se doter de huit EPR2 supplémentaires. La nécessité des nouveaux réacteurs continue de faire débat au vu de [la faiblesse de la consommation électrique](#) et du coût des nouveaux réacteurs, moins rentables que la prolongation du parc historique, [selon la Cour des comptes](#).

Fermer le « cycle » du combustible nucléaire

Le CPN a « pris acte des conclusions de l'audit » de la Délégation interministérielle au nouveau nucléaire (DINN) sur le devis enfin remis par EDF fin 2025. EDF avait rehaussé la facture prévisionnelle à 72,8 milliards d'euros « maximum » pour les trois premières paires. L'électricien doit « mettre en oeuvre les préconisations identifiées [par la DINN] d'ici la fin de l'année 2026 ». « Il n'y a rien de neuf, relativise une source proche d'EDF. Il faut affermir le devis et piloter les marges, car tous les gros contrats n'ont pas encore été passés à ce stade, ce qui est normal. »

Le CPN s'est aussi penché sur [les futures installations d'Orano à La Hague](#) (Manche) pour le combustible nucléaire. Pour ce projet à 40-50 milliards d'euros essentiellement à la charge d'EDF, EDF et Orano doivent « finaliser, en lien avec l'Etat et d'ici la fin de l'année 2026, les modalités de l'accord de financement du programme afin de garantir la mise en service d'ici à 2040 la première phase du projet », précise l'Elysée.

Enfin, l'exécutif lance « une phase d'études de quatre ans » sur la « fermeture du cycle » du combustible nucléaire pour « envisager, à l'horizon 2030, le lancement de la construction d'un premier réacteur à neutrons rapides [RNR] ». Cela permettrait d'utiliser le stock d'uranium usé appauvri et de plutonium, non valorisé aujourd'hui, pour se passer des mines d'uranium dans la deuxième moitié du siècle. Sans pour autant ressusciter le projet Astrid, abandonné en 2019. La « direction du programme » est partagée entre le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), EDF, Framatome et Orano, qui planchent sur le sujet depuis l'an dernier.

Amélie Laurin/Philippe Legueltel (Correspondant à Caen)

EPR2 : le Livret A va financer en partie le nouveau nucléaire

Par Marine Tesse

2-3 minutes

En bref

Le Livret A financera à hauteur de 60% le programme nucléaire EPR 2 en France, a annoncé l'Elysée jeudi à l'occasion d'une visite d'Emmanuel Macron sur le chantier de la future centrale de Penly, en Seine-Maritime.



Emmanuel Macron lors d'une visite sur le chantier de la future centrale de Penly (Seine-Maritime) le 12 mars 2026. © Ludovic MARIN

Le Livret A financera à hauteur de 60% le programme nucléaire EPR 2 en France, a annoncé l'Elysée jeudi à l'occasion d'une visite d'Emmanuel Macron sur le chantier de la future centrale de Penly. Cette décision a été prise lors d'un Conseil de politique nucléaire (CPN) au cours duquel le président de la République a plaidé en faveur de l'atome, indispensable selon lui à la compétitivité et la souveraineté de la France. Pour rappel, le programme EPR vise à construire 6 nouveaux réacteurs de forte puissance, à Penly, Gravelines (Nord) et Bugey (Ain).

Chantier du siècle

Concernant les coûts du programme, le CPN indique avoir pris acte des conclusions de l'audit du programme des six EPR2 par lequel EDF s'est engagé à tenir la cible de coûts de construction à hauteur de 72,8 milliards d'euros.

Lors de sa visite du chantier, Emmanuel Macron s'est félicité d'un regain d'intérêt pour l'atome. "Avec ce chantier du siècle, on va faire pour nos enfants ce que nos parents ont fait pour nous" dans les années 70-80, a promis Emmanuel Macron, en citant notamment les petits réacteurs modulaires SMR, qui font partie du programme de nouveau nucléaire en France.

Visite d'Emmanuel Macron à Penly : les agriculteurs dénoncent les indemnisations liées au chantier de l'EPR 2

Écrit par Mathilde Riou

4-5 minutes

Des agriculteurs ont profité de la visite du président de la République, Emmanuel Macron, à la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime) pour manifester et l'interpeller sur "l'emprise foncière et nucléaire" liée au chantier de l'EPR 2.

[Élections municipales 2026](#)

Un groupe d'une trentaine d'agriculteurs attendaient Emmanuel Macron de pied ferme. Le président et une délégation de ministres étaient à la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime) [pour un conseil de politique nucléaire ce jeudi 12 mars 2026](#).

Les manifestants avaient initialement prévu d'interpeller le président à Penly mais finalement la sous-préfecture de Dieppe leur a débloqué une rencontre qu'ils demandaient depuis des mois.

Pour les syndicats, le futur des générations à venir se joue ici : en 10 ans la Seine-Maritime a perdu plus de 4 000 hectares de terres agricoles.

D'ici 2038, deux nouveaux réacteurs seront mis en route à Penly, des structures qui permettront de produire chaque année l'équivalent de la consommation régionale.

Les agriculteurs de la côte d'Albâtre s'inquiètent de l'emprise de ce chantier titanesque sur leurs terres agricoles. Ils réclament des indemnisations supplémentaires pour la mise en place des pylônes dans leurs champs.

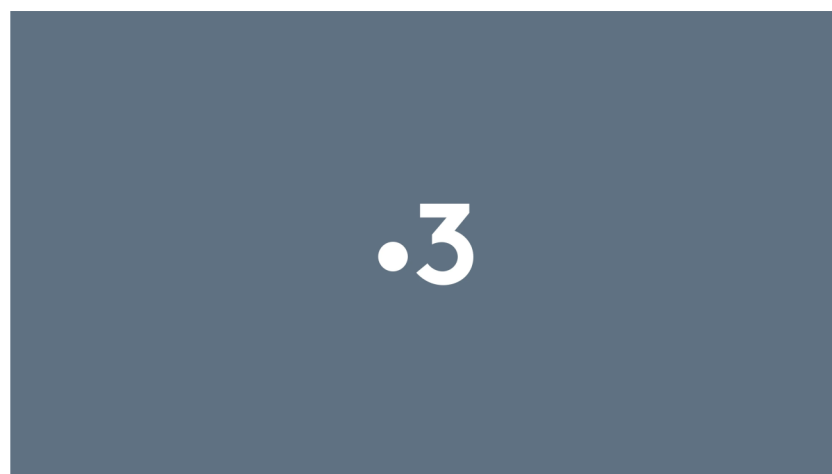
Depuis plusieurs mois, la profession agricole et notamment les réseaux de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et de la Chambre d'agriculture de la Seine-Maritime et de la Somme mènent des discussions avec RTE, engagé dans la création d'une nouvelle ligne à très haute tension entre Petit-Caux et Amiens.

Pour réaliser cette ligne qui s'étend sur 80 kilomètres, 170 pylônes vont sortir de terre en 2028. Ce réseau transportera l'électricité produite par les deux nouveaux EPR.

Les propriétaires agricoles de ces terrains nous expliquent qu'un pylône condamne 100 mètres carrés de terrain et leur posent des contraintes techniques.

"Aujourd'hui, le monde agricole ne perçoit qu'une indemnité modeste (241 euros/an) par pylône. À titre de comparaison, le montant de la taxe perçue par les communes dépasse les 6 000€/an et par pylône", explique la FNSEA 76.

durée de la vidéo : 00h01mn48s



A quelques kilomètres - une dizaine de tracteurs et 30 agriculteurs se sont mobilisés devant la sous-préfecture de Dieppe. Au centre des tensions, la future ligne électrique reliant Petit-Caux à Amiens. Grignotage des terres agricoles, complexification du travail quotidien. Ils demandent une indemnisation à la hauteur des contraintes. Elsa Gavinet, Titouan Allain • ©FTV

Ce montant est jugé *"dérisoire"* par la FNSEA et le syndicat des Jeunes agriculteurs de la Seine-Maritime. Ils réclament une compensation complémentaire de 1 500 euros par an et par pylône.

Des négociations ont eu lieu toute la matinée avec un conseiller du ministère de l'agriculture.

"On parlait de montant qui était un peu supérieur à 200 euros mais là on parle d'une fourchette à 4 chiffres mais on attend que ce soit gravé dans un contrat avec les agriculteurs", détaille Thibault Henocque Vice-Président FDSEA pour la Somme.

Sinon les syndicats préviennent : il y aura des tracteurs devant les nacelles. Le chantier doit commencer en 2028. La RTE, elle s'engage à apporter des propositions concrètes d'ici l'été.

Avec Elsa Gavinet

À Dieppe, les agriculteurs ne veulent plus être traités comme « des moins que rien »

Madeleine Meunier

5-6 minutes

Jeudi 12 mars, les agriculteurs représentants la FNSEA 76 et FDSEA 80 s'étaient donné rendez-vous devant la sous-préfecture de Dieppe avec tracteurs et banderoles. Au cœur du problème, l'installation de la nouvelle ligne électrique Amiens – Petit-Caux et surtout son indemnisation bien faible.



Par Madeleine Meunier

Publié: 12 Mars 2026 à 16h12 Temps de lecture: 2 min

« *Qu'on arrête de nous prendre pour des vaches à lait !* » L'image est bien trouvée, la colère bien réelle devant la sous-préfecture de Dieppe le jeudi 12 mars. Les agriculteurs de la FNSEA de Seine-Maritime et FDSEA de Somme se sont réunis autour de revendications électriques.

180€ par an et par pylône

Pendant que les représentants des FNSEA sont reçus par le préfet, une quinzaine d'agriculteurs et agricultrices attendent devant le bâtiment, entourés de leurs fidèles tracteurs. Sur les grilles de la sous-préfecture, des banderoles aux slogans forts : « *Souveraineté énergétique tue souveraineté alimentaire* », « *RTE transporte notre électricité sur le dos de l'agriculture* ».

180€ par an et par pylône, c'est ce qu'ils touchent pour le dérangement causé par les installations électriques sur leurs parcelles. « *L'indemnité est perçue tous les 9 ans et encore, il faut*

penser à la demander sinon on ne la reçoit pas. En comparaison, les communes touchent 6 000€ de taxes par an et par pylône » s'agace Jérôme Coulombel, vice-président de la SEA de Petit-Caux.

Un impact inchiffrable

Ces indemnités se calculent grâce au rapport Monnot qui propose un barème basé sur le temps perdu à cause des pylônes. *« C'est bien mais ça ne prend pas en compte la perte de chances. Et ça, ce n'est pas chiffrable »* explique Jérôme Coulombel. La perte de chances, c'est tous les projets qui ne pourront jamais être menés à bien ou même envisagés à cause des pylônes. Inchiffrable donc, ce qui a rendu le dialogue avec le RTE très compliqué. *« Après plus de deux ans de discussions, on a arrêté. Ils ne veulent rien céder sur les aspects financiers tout en enregistrant des profits à 500 millions par an »* déplore l'agriculteur.

Les agriculteurs demandent 1500€ d'indemnisation par an et par pylône. Bien que presque 10 fois supérieur à la somme perçue aujourd'hui, la demande n'est pas si folle : sur la ligne Cotentin – Maine, leurs pairs touchent 2900€. Ce rendez-vous à la préfecture est un moment charnière du combat et l'occasion d'aborder d'autres sujets préoccupants comme la compensation écologique ou le prix du carburant, qui pourrait exploser avec la crise iranienne.

Les travaux d'implantation de la ligne Amiens – Petit-Caux devrait débuter en 2028 et s'achever en 2031 en Seine-Maritime. Il ne reste plus beaucoup de temps aux agriculteurs pour se faire entendre et *« bouger les choses »*, même s'ils ne sont pas dupes. *« On est traités comme des moins que rien... Mais si ça ne bouge pas, on mettra en place de nouvelles actions »* affirme Jérôme Coulombel. La future centrale nucléaire de Penly a, pour l'instant, été épargnée. Mais si le rendez-vous ne portait pas ses fruits, les tracteurs pourraient bien prendre le chemin de l'EPR.

Lire aussi



Pourquoi des tracteurs étaient devant la sous-préfecture de Dieppe ?

5-6 minutes

Ce jeudi 12 mars 2026, des agriculteurs de la région dieppoise et de la Somme se sont réunis devant la sous-préfecture de Dieppe (Seine-Maritime). Une réunion a eu lieu.

Sur le même thème

[Agriculture](#)

[Animaux](#)

[Électricité](#)



Les agriculteurs protestent devant la sous-préfecture de Dieppe (Seine-Maritime) contre la souveraineté énergétique, qu'ils estiment nuisible pour la souveraineté alimentaire. ©Les Informations dieppoises

Par [Maxime Cartier](#) Publié le 12 mars 2026 à 17h12

Est-ce une première victoire pour les **agriculteurs** ? Ils auraient presque envie de dire oui, mais préfèrent se montrer prudents. Ce jeudi 12 mars 2026, une dizaine de tracteurs et de nombreux agriculteurs de la région dieppoise et des départements de **Seine-Maritime** et de **la Somme** se sont réunis devant la sous-préfecture de [Dieppe \(Seine-Maritime\)](#).

Avec la venue du président de la République, [Emmanuel Macron](#),

une action forte a été envisagée pour se positionner devant la **centrale nucléaire**.

Face à cette éventualité, les services de la sous-préfecture ont reçu les représentants départementaux de la FNSEA, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles.

L'occasion d'aborder deux sujets : l'**indemnisation des agriculteurs** face à l'arrivée de nouveaux mâts électriques sur leurs terres et une compensation écologique vis-à-vis de la ligne de chemin de fer sur laquelle vont transiter des agrégats, matériaux et déchets nucléaires de la centrale.

Une deuxième ligne électrique

Concernant le premier sujet, une seconde ligne électrique de RTE, le Réseau de transport d'électricité, devrait voir le jour d'ici 2027 ou 2028 comme le rappelle Mathieu Massy, exploitant à Guilmécourt.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Cette dernière est prévue de la centrale nucléaire de Penly jusqu'aux abords d'Amiens, dans la Somme. Conséquences pour les cultivateurs : de nouveaux poteaux électriques vont être implantés sur des terres qui en possédaient déjà, à l'issue de l'installation d'une première ligne depuis 2003.

Les élections municipales 2026

Suivez toutes les actualités des municipales 2026 dans une seule newsletter.

[S'inscrire](#)

Pour l'agriculteur caux-marin, cinq poteaux devraient élire domicile à « moins de dix mètres de mon élevage de bovins », de quoi l'inquiéter. Et qui dit poteaux supplémentaires signifie plus de manutention et un entretien plus complexe de ces terres.

Depuis l'installation de la première ligne électrique, les agriculteurs disposent d'une compensation financière de 180 € par mât par an. Un montant jugé dérisoire par Bruno Ledru, président de la FNSEA 76 : « Depuis 23 ans, l'indemnité n'a jamais été réévaluée. La base de négociation n'est donc pas la bonne », rappelait-il.

Néanmoins, les échanges avec RTE et les services de l'État ont été plutôt positifs à ce sujet : « l'indemnisation est plutôt sur un montant à quatre chiffres plutôt que trois », informe Bruno Ledru.

Une très bonne nouvelle donc, sachant que les négociations devraient être finalisées d'ici l'été.

Le représentant dieppois de la FNSEA, Franck Grémont, lui

demandait « une indemnité cohérente par rapport aux emmerdes. On pourrait presque croire à une fumée blanche, mais il faut rester prudent ».

Une compensation concernant la ligne de chemin de fer

Deuxième sujet évoqué lors des débats : le projet de rénovation de la ligne de chemin de fer qui va de Rouxmesnil-Bouteilles à Penly. Cette dernière va être rénovée par EDF.

Néanmoins, Franck Grémont rappelle que lorsqu'il y a un projet industriel, l'Etat oblige celui qui veut concevoir son projet à mettre en place une compensation écologique. EDF doit donc trouver des terres pour faire migrer la biodiversité présente sur la ligne.

« Ils pourraient reprendre (NDLR, EDF) 14 hectares de plaine alors que la ligne existait déjà », s'offusque Mathis Deldycke, vice-président des jeunes agriculteurs d'Envermeu.

Franck Grémont refuse catégoriquement qu'il y ait une compensation écologique. « Le monde agricole est tributaire. Au bout d'un moment, on en a marre de payer les pots cassés ».

Avec le grand chantier de l'EPR, ce seraient près de 150 hectares agricoles qui auraient déjà été cédés par les paysans. Cette compensation écologique est donc la goutte de trop pour le représentant dieppois, qui espère avoir été entendu.

Personnalisez votre actualité en ajoutant vos villes et médias en favori avec [Mon Actu](#).

Visite d'Emmanuel Macron à la centrale nucléaire de Penly : enjeux et perspectives | Actu Drancy

Actu Drancy

3–4 minutes

Emmanuel Macron visite Penly, un chantier colossal pour l'avenir énergétique de la France.

Près d'un millier de salariés sont actifs sur le chantier des nouveaux réacteurs EPR2 de la centrale nucléaire de Penly, avec une prévision d'atteindre plus de 10.000 emplois d'ici quelques années. Ce projet, décrit par Emmanuel Macron comme "le chantier du siècle", s'inscrit dans une ambition plus large : celle de redynamiser le secteur nucléaire français et de répondre aux besoins énergétiques de la France. La centrale, située près de la côte d'Albâtre, est au cœur d'un des plus grands projets industriels d'Europe, selon EDF.

Le site est déjà en pleine transformation, avec un développement intense d'infrastructures : routes, ronds-points et infrastructures sécurisées accueillent un flot constant de camions transportant des matériaux nécessaires aux travaux. "On a besoin de place pour ces deux réacteurs, donc on reprofile la falaise pour créer une avancée sur la mer d'environ vingt hectares", explique Frédéric Hennion, directeur du projet EPR2 à Penly.

De l'électricité utile ?

Ce chantier, lancé sur l'initiative d'Emmanuel Macron en 2022, témoigne de l'importance croissante accordée à l'énergie nucléaire dans le paysage énergétique français. Lors de sa visite le 12 mars, le président a souligné que ces nouveaux réacteurs devraient fournir d'ici 2038 une électricité suffisante pour couvrir la consommation totale de la Normandie, ou même la moitié de l'Île-de-France. Bien que la France soit actuellement un exportateur net d'électricité, Emmanuel Macron a réaffirmé sa volonté d'investir dans le potentiel des EPR2, dont six sont en planification à Gravelines et Bugey, et potentiellement huit supplémentaires à

l'avenir.

Lors de son passage, le président a également échangé avec Sébastien Jumel, président de la communauté d'agglomération de Dieppe. L'élu communiste a mis en lumière plusieurs enjeux cruciaux : "Nous devons construire près de 3.000 logements sans aide de l'État; en matière de santé, l'afflux de plus de 10.000 nouveaux habitants implique de prévoir des soins adaptés; enfin, la sécurité doit être anticipée face à cette augmentation démographique", a-t-il souligné.

Pour soutenir financièrement le programme EPR2, le Conseil de politique nucléaire a annoncé que le livret A pourrait y contribuer. EDF s'est quant à elle engagée à contenir les coûts des trois paires de réacteurs envisagées à 72 milliards d'euros. Ces décisions, selon les experts, sont essentielles pour assurer le développement durable et la compétitivité du secteur énergétique français, tout en répondant aux défis contemporains des besoins énergétiques croissants.

Le Livret A financera en partie le programme nucléaire EPR 2, annonce l'Elysée - ICI

AFP

4-5 minutes

[Passer au contenu](#) [Passer au pied de page](#)

Vendredi 13 mars Fête des Rodrigue

Vendredi 13 mars Fête des Rodrigue

Emmanuel Macron en visite à la centrale nucléaire de Penly (Seine-Maritime), le 12 mars 2026. © Maxppp - LUDOVIC MARIN

Publié le jeudi 12 mars 2026 à 20:52

Le Livret A financera à hauteur de 60% le programme nucléaire EPR 2, a annoncé l'Elysée ce jeudi à l'issue d'un Conseil de politique nucléaire (CPN) tenu en présence d'Emmanuel Macron sur le chantier de la future centrale de Penly (Seine-Maritime).

Le Livret A financera en partie le programme de nouveaux réacteurs EPR en France : l'annonce a été faite par l'Elysée ce jeudi à l'issue d'un Conseil de politique nucléaire (CPN) tenu en présence d'Emmanuel Macron sur le [chantier de la future centrale de Penly](#), en Seine-Maritime. *"Le prêt bonifié de l'Etat accordé au programme EPR 2 pour 60% du montant total du programme sera financé par le fonds d'épargne de la Caisse des dépôts"*, selon un communiqué.

Le CPN a également confirmé l'objectif d'assurer la décision finale d'investissement, qui sera prise par EDF, *"avant la fin de l'année 2026, pour une première mise en service d'ici 2038"*, a précisé la présidence. Il demande à l'Etat et à EDF *"de prendre toutes les mesures nécessaires pour finaliser les discussions en cours avec la Commission Européenne dans un calendrier cohérent avec cet objectif"*.

Ce Conseil, qui définit les grandes orientations de la politique nucléaire nationale, s'est tenu en présence du président de la République sur le site actuellement en chantier de la centrale de Penly (Seine-Maritime), qui doit accueillir deux futurs réacteurs de nouvelle génération. Le CPN indique par ailleurs avoir pris acte des conclusions de l'audit du programme de construction des 6 EPR2 par lequel EDF s'est engagé à tenir la cible de coûts de construction à hauteur de 72,8 milliards d'euros au cours de 2020 et du calendrier du programme.